

Au Burundi, un tenant de la ligne dure à la tête du gouvernement

Human Rights Watch, 19 septembre 2022 La nomination de Gervais Ndirakobuca au poste de Premier ministre témoigne d'une faible volonté de réforme. Le 7 septembre, le président du Burundi, Évariste Ndayishimiye, a démis de leurs fonctions des responsables gouvernementaux en qui il disait ne plus avoir confiance. Il a plus particulièrement remplacé le Premier ministre, Alain Guillaume Bunyoni.

Compte tenu du bilan consternant de ce dernier en matière de droits humains, notamment de son rôle dans la supervision des forces de sécurité ayant commis de graves violations contre des opposants réels ou supposés, il y a de quoi saluer sa destitution. Toutefois, le choix de Gervais Ndirakobuca pour le remplacer risque d'être un pas en arrière pour la protection des droits fondamentaux au Burundi. Ndirakobuca était un combattant rebelle lorsque le parti actuellement au pouvoir au Burundi, le Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD), était encore qu'un groupe armé. Il a gravé les échelons du CNDD-FDD pour occuper des postes de direction clés au sein de la police et des services de renseignement pendant des périodes marquées par la violence et les meurtres. Il est connu sous son alias, «Ndakugarika», qui se traduit en kirundi par «Je vais te tuer». Ndirakobuca était également le conseiller principal de l'ancien président Pierre Nkurunziza sur les questions policières en 2015, pendant la période de violente répression durant laquelle les forces de l'ordre ont tiré des balles réelles sur des manifestants opposés à un troisième mandat de Nkurunziza. La même année, les États-Unis et l'Union européenne ont imposé des sanctions à Ndirakobuca, notamment des interdictions de voyager et des gels d'avoirs. Le département du Trésor américain a noté que «À début juin 2015, des témoins ont affirmé que Ndirakobuca avait tiré sur un d'un affrontement entre des jeunes en patrouille et la police burundaise.» À l'UE a déclaré qu'il avait donné des instructions ayant entraîné un recours disproportionné à la force, des actes de violence, des actes de répression et des violations du droit international des droits de l'homme à l'encontre des manifestants...». La nomination de Ndirakobuca semble indiquer la préférence du président Ndayishimiye pour un homme à poigne plutôt que quelqu'un engagé en faveur de véritables réformes en matière de droits humains. Les partenaires internationaux du Burundi devraient insister pour que Ndirakobuca prouve, par des actions concrètes, qu'il ne mérite plus son alias «Ndakugarika». Dans le cas contraire, les Burundais peuvent s'attendre à la même répression violente à l'encontre de toute personne suspectée d'opposition au parti au pouvoir. Lewis Mudge Directeur, Afrique centrale